



Le CESE dresse les grandes priorités et les controverses à traiter pour l'année à venir



Le Conseil économique, social et environnemental a réuni le 1er juillet les responsables des organisations de la société civile qui compose l'institution afin d'identifier collectivement les grandes thématiques de travail pour l'année à venir. Ce rendez-vous désormais annuel permet par cet ancrage aux réalités de notre territoire, de formuler des avis en prise avec la société.

Le CESE, ancré aux réalités de terrain

Le Conseil économique, social et environnemental a rassemblé en son sein le 1er juillet les représentants des territoires d'Outre-mer et les responsables des 69 organisations de la société civile qui le compose. Ces organisations représentant des millions de Françaises et Français, il est essentiel pour le CESE de les réunir ensemble pour cette réunion de travail.

Une méthode inédite

Claire Thoury, présidente du CESE a adressé dès son élection un courrier aux responsables des organisations afin de récolter leur parole et attentes issues du terrain. Attentif aux urgences du moment comme aux signes qui annoncent les grandes transformations, le CESE a voulu *entendre* les femmes et les hommes de terrain. Il est crucial d'échanger avec celles et ceux qui travaillent dans des entreprises et en agriculture, qui représentent des syndicats et des organisations patronales, des défenseurs de l'environnement, des associations et des ONG qui œuvrent à la cohésion sociale de notre pays.

Pour la première fois, cette consultation préparatoire a permis de recueillir leurs analyses et leurs propositions sur les grands défis auxquels la société française est confrontée. Ces contributions ont fait émerger les grands axes qui structureront les travaux de la nouvelle mandature.

" Aujourd'hui, les 69 organisations qui composent le CESE, dans toute leur diversité et leurs sensibilités, ont convergé autour d'une même conviction : dans un moment démocratique marqué par des échéances politiques majeures en 2027, le CESE est le lieu indispensable pour proposer des solutions sur les grandes questions qui traversent le pays. Voir émerger au CESE des réponses qui peinent parfois à être construites ailleurs, c'est précisément le rôle que nous voulons assumer dans cette nouvelle mandature : faire du CESE un lieu où les tensions de la société ne sont pas contournées, mais travaillées, où les désaccords sont assumés et où l'on peut, à partir du réel, éclairer les choix collectifs. ", Claire Thoury Présidente du CESE

De nombreux enjeux partagés et quelques sujets à controverses

Les organisations de la société civile représentés au CESE ont apporté 57 contributions qui font apparaître beaucoup de convergences et quelques controverses. Ils établissent des communs sous des angles différents et complémentaires ainsi que des débats qui vont inspirer la programmation des travaux de l'institution. Le CESE veut saisir ce qui traverse le pays en profondeur, ses fractures comme ses ressources, ses inquiétudes comme ses capacités d'action. L'enjeu n'est pas de recenser ce que chacun souhaite défendre ou d'arrêter une programmation, mais d'identifier les sujets d'intérêt général qu'il est impératif d'arbitrer, en partant des expertises ancrées dans le réel.

Des enjeux et priorités clairement identifiés

6 grands enjeux traversent l'ensemble des contributions et dessinent les grandes priorités de la société civile organisée, et à travers elles, celles des Français :

- **L'accès aux biens et aux services essentiels** : logement, santé, mobilités, alimentation, conditions d'une vie digne et d'une réelle égalité des chances ;
- **La dignité du travail** : les rémunérations, les conditions de travail, le développement des compétences ;
- **La place des territoires et la question de l'adaptation des politiques publiques** en fonction des spécificités locales ;
- **La jeunesse et l'enfance** ;
- **Les conditions d'une transition écologique juste** ;
- **La confiance démocratique.**

Parmi les préoccupations relevées par les organisations et qui pourront faire l'objet de travaux du CESE, figurent notamment :

- La question de la **transmission** sous toutes ses formes (des entreprises / commerces / exploitations agricoles, des savoir-faire, du patrimoine) ;
- La question de l'accès au **logement** et de l'adaptation des logements au changement climatique ;
- Les conditions pour assurer la **souveraineté industrielle, alimentaire, énergétique et numérique de la France** ;
- La question de la **santé** à travers la prévention, la soutenabilité de notre système de santé ou encore la santé mentale des plus jeunes.

Des controverses à travailler

La consultation a aussi mis en exergue des controverses permettant de questionner plus en profondeur les sujets sensibles. Le CESE ne se détournera pas et jouera son rôle d'alerte dans ses conseils aux décideurs publics. **Le CESE s'engage à prendre en charge les grandes questions qui divisent et que le débat public peine à traiter sereinement :**

- Qui doit payer ?
- Y a-t-il trop de normes ?
- Quelle juste rémunération et quel juste prix dans l'alimentation, le logement, les services essentiels ?
- Quelle articulation entre intervention publique et mécanismes de marchés ?

Plutôt que de les contourner, le CESE choisit de s'en saisir pour mieux les instruire et proposer un éclairage utile à la prise de décision. Parmi ces questions, les finances publiques occupent une place centrale. Les grands arbitrages budgétaires, l'avenir du modèle social français, l'articulation entre production, redistribution et dette sont des questions que les organisations ont massivement identifiées comme incontournables, et que le CESE traitera avec la rigueur et la méthode qui sont les siennes.

Ces réflexions nourriront précieusement le programme des formations de travail, lui-même déjà amorcé notamment avec le rapport annuel sur l'état de la France.

Le CESE, déjà au travail

Le Rapport annuel sur l'état de la France 2026 consacré aux questions démographiques

A l'occasion de cette journée, le CESE a aussi arrêté la thématique de son Rapport annuel sur l'état de la France 2026. Il sera consacré aux **questions démographiques** et comme chaque année sera rendu à l'automne.

« *La démographie sera une entrée privilégiée pour aborder de nombreux enjeux au cœur des préoccupations des Français et de notre pacte social : les droits, les services publics, la santé, l'autonomie, le logement, les mobilités, l'alimentation, l'éducation, l'économie, le travail, l'égalité entre les femmes et les hommes, le numérique, les souverainetés, les solidarités, les fractures territoriales, les bouleversements environnementaux ou encore les limites planétaires.* », a déclaré Claire Thoury.

Rendez-vous le 8 septembre pour la rentrée solennelle du CESE

Le programme de travail complet du CESE, construit sur la base des contributions et des échanges de cette journée, sera présenté lors de la rentrée solennelle du Conseil le 8 septembre prochain.

crédit photographique : Katrin Baumann -CESE